

Journal de Roubaix

Quotidien de Roubaix Tourcoing et de la Région

C'est la publicité qui fait vendre !

Adressez-vous en personne à vos clients en faisant de la publicité dans les journaux !

BUREAUX
ROUBAIX. — 69-71, Grande-Rue. Tél. 237.32, 237.33 et 237.34.
TOURCOING. — 22, rue Carnot. Tél. 37.
LELIE. — 3, rue Faidherbe. Tél. 238.51.
PARIS. — 28, boulevard Poissonnière. Tél. Provence. 77.94.
MOUSCRON. — 108, rue de la Station. Tél. 2.44.

ANCIENS DIRECTEURS :
Jean Reboux
L'Yves Reboux
Madame Alfred Reboux

LA SITUATION POLITIQUE

RENTRÉE du PARLEMENT le 8 décembre

Le gouvernement posera la question de confiance

IL POURRAIT COMPTER SUR UNE MAJORITE DE 300 A 350 VOIX

M. Blum renonce à la réunion projetée pour ce matin

M. Daladier demandera le vote de la représentation proportionnelle

Paris, 1^{er} décembre. — (De l'Agence Havas). — Au lendemain du différend qui a opposé les milieux syndicalistes au gouvernement, les problèmes politiques reviennent à l'ordre du jour. Il n'est pas douteux que le résultat de la journée de mercredi ait une profonde répercussion, tant du point de vue parlementaire que du point de vue social, sur la situation générale du pays. Quels sont les projets politiques de M. Daladier ?

La fermeté qu'a montrée le gouvernement dans son désir de maintenir l'ordre et de faire respecter la loi lui a gagné à la Chambre de nombreux partisans qui hésitent, par suite de certaines dispositions particulières des décrets-lois, à voter pour lui. M. Daladier, fort de l'épreuve con-

cluante de jeudi, et à qui les conseils de ses amis radicaux n'auront pas manqué, a l'intention de convoquer les Chambres pour le 8 décembre prochain, et de poser la question de confiance à l'issue d'un débat sur la politique générale. Suivant l'opinion la plus répandue, on compte sur une majorité de 340 à 350 voix en faveur du gouvernement, comme au lendemain de Munich.

D'autre part, dans les milieux parlementaires, l'idée d'une réforme électorale fait de grands progrès, et la représentation proportionnelle pour l'élection de la Chambre est maintenant très en faveur.

Le Parti radical, aujourd'hui, y est acquis. Le président du Conseil, approché ce matin, l'aurait approuvée; M. Daladier en demanderait le vote à la rentrée parlementaire.

Le débat sur le budget, dont l'examen par la commission des finances de la Chambre ne sera terminé que vers le 15 décembre, serait abordé par la suite. Quant aux suggestions faites, il y a quelque temps déjà, d'une dissolution de la Chambre ou d'une prorogation du mandat des députés, il semble qu'elles doivent être, désormais, écartées.

En dehors de ces questions purement politiques, le gouvernement va porter son effort sur le problème du redressement de la nation et particulièrement de la reprise économique et de l'accroissement de la production.

Le président du Conseil et le ministre des Finances considèrent, en effet, que, pour être efficace, un tel effort doit être continu, ayant montré que la fermeté gouvernementale avait troué un écho favorable et que la nécessité des sacrifices demandés à toutes les classes de la société avait été comprise. M. Daladier songe à mettre à profit la tranquillité politique actuelle pour s'atteler à cette tâche délicate.

(Lire la suite page 3.)

Un nouveau secrétaire d'Etat aux Dominions



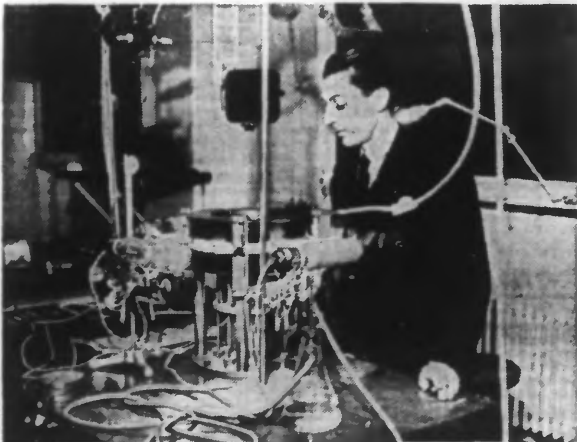
(Ph. N.Y.T.)

LE DUC DE DEVONSHIRE qui serait prochainement nommé secrétaire d'Etat aux Dominions britanniques

M. VON RIBBENTROP SE RENDRA LUNDI A PARIS SUR L'INVITATION DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS

Berlin, 1^{er} décembre. — Une information allemande destinée à l'étranger annonce que, sur l'invitation du gouvernement français, M. von Ribbentrop se rendra lundi à Paris, pour un court séjour.

Le Président de la République au laboratoire



Judi après-midi, M. Albert Lebrun a visité, au Collège de France, le laboratoire de M. JOLLIOT-CURIE que l'on voit ici en train d'observer un appareil de mesure de la radioactivité. (Ph. Franco-Pressa.)

Au lendemain de l'échec de la grève générale

LE GOUVERNEMENT PREND DES SANCTIONS

voulant favoriser l'apaisement mais aussi faire respecter la légalité

contre « ceux qui ont donné ou exécuté l'ordre de grève générale dans les services de l'État »

M. JOUHAUX ET PLUSIEURS DE SES LIEUTENANTS SE VOIENT RETIRER LES MISSIONS ET MANDATS QU'ILS TIENNENT DE L'AUTORITÉ PUBLIQUE

Diverses mesures frapperont les fonctionnaires ou les agents des services concédés qui n'ont pas répondu à l'ordre de réquisition



En longues files, les ouvriers des usines Renault se sont présentés jeudi matin, pour encaisser le salaire correspondant au travail effectué avant la grève. (Ph. Franco-Pressa.)

BILLET PARISIEN L'expression de la volonté gouvernementale

PARIS, 1^{er} DÉCEMBRE (Minuit). — Après l'échec éclatant de la grève générale, le cabinet Daladier se trouve en excellente posture pour faire connaître sa volonté aussi bien à l'extérieur qu'à l'intérieur.

À l'extérieur, il va se trouver engagé dans d'importantes conversations. En effet, la visite à Paris, dès vendredi, du ministre de l'air britannique, et celle de M. von Ribbentrop qui fera un court séjour en France, à partir de lundi prochain, suffisent à indiquer que l'activité diplomatique sera grande dans les jours qui viennent. Pour parler au nom de la France avec toute l'autorité désirable, le gouvernement ne pouvait être affaibli par l'anarchie intérieure. Il lui faut un prestige intact pour repousser éventuellement certaines prétentions intolérables comme celles qui ont été formulées par des députés, à la Chambre italienne, au cri de « La Corse ! la Tunisie ! ».

Sur le plan intérieur, le gouvernement a recouvré également l'autorité nécessaire. Cette autorité lui permet désormais d'affronter le Parlement avec sérénité. Les Chambres ont été convoquées pour le jeudi 8 décembre; elles n'auront pas de temps à perdre pour examiner en temps utile le budget de 1939. Mais si la discussion budgétaire a un caractère d'urgence que personne ne saurait contester, la réforme électorale ne pourrait pas être différée non plus sans inconvénient. Les groupes du centre réunis jeudi à la Chambre ont estimé que seule cette réforme, en libérant les partis des alliances électorales incompatibles avec leur indépendance, permettrait le vote par la



M. JOUHAUX

M. Edouard Daladier a conféré jeudi après-midi, de 16 à 19 h., avec MM. Paul Marchandeu, Sarraut, Paul Reynaud, de Monzie, Pomaret Jules Julien et Jean Zay.

À l'issue de cette conférence, le communiqué suivant a été donné à la presse: « Le gouvernement est heureux de rendre hommage à l'esprit de devoir et de discipline nationale qui a animé l'immense majorité des fonctionnaires et agents des services publics et des ouvriers et employés de l'industrie privée. Les défections qui se sont produites dans les services publics, si peu nombreuses

Chambre de la loi de finances où seront inclus les effets des décrets-lois fiscaux. Cette remarque vaut d'être prise en considération. Envisagée sous un angle plus général, la réforme électorale semble bien une des conditions du relèvement moral de notre pays.

C'est à ce relèvement moral qu'a songé le gouvernement en prenant des sanctions contre les fomentateurs de la grève générale et contre les fonctionnaires défaillants. Son désir d'apaisement ne doit pas aller jusqu'à traiter de la même façon les bons serviteurs de l'administration et ceux qui sèment le trouble. En conséquence de ces mesures, M. Léon Jouhaux se voit exclu des conseils de la Banque de France.

N'est-il pas juste que puisqu'il révolté contre les fonctionnaires en rébellion ouverte contre lui, le pouvoir central frappe d'abord ceux qui ? ont poussés à cette attitude ? René ROUSSEAU.

EN BELGIQUE

Menace inattendue de crise ministérielle

Un vif incident éclate au sein du Cabinet belge à la suite de déclarations du ministre des Finances où les socialistes ont vu un désaveu de leurs doctrines

Un conseil extraordinaire s'est réuni

Un autre conseil se tiendra aujourd'hui

continuer leur participation financière. Enfin, il avait fait l'éloge du libéralisme économique.

La grève a gagné les couloirs du Parlement à la suite de ces déclarations qui n'avaient guère produit d'impression au Parlement lui-même. Mais les ministres socialistes ont vu dans les déclarations de leur collègue un désaveu de leurs doctrines et l'on parla de crise ministérielle.

M. Spaak convoqua immédiatement un Conseil de cabinet extraordinaire. Les ministres délibérèrent deux heures durant. A 8 heures du soir, le communiqué suivant a été remis à la presse :

« Les ministres se sont réunis en Conseil extraordinaire sous la présidence de M. Spaak. Ils ont examiné la situation politique. Ils se réuniront de nouveau aujourd'hui vendredi, à 4 heures. »

(Lire la suite page 3.)

SOUS LA COUPOLE

M. Jérôme Tharaud est élu membre de l'Académie française

Au premier tour, M. Fernand Gregh avait obtenu 11 voix

Paris, 1^{er} décembre. — A l'ouverture du scrutin à l'Académie Française, six membres étaient absents : MM. Bergson,



(Ph. Trampus.)

M. JÉRÔME THARAUD

Louis Bertrand, Edouard Estaunié, Gabriel Hanotaux, Henri Lavedan et Georges Lecomte. Il y avait donc 31 votants et la majorité était de 16.

Au premier tour de scrutin, M. Jérôme Tharaud, le célèbre écrivain, a été élu par 19 voix contre 11 à M. Fernand Gregh et un bulletin blanc. Le duc de Lévis-Mirepoix avait retiré sa candidature.

Les relations diplomatiques de la Belgique avec l'Espagne

A la suite de la décision prise par Bruxelles d'envoyer un représentant à Burgos le gouvernement républicain rappelle son ambassadeur et M. Spaak réplique en rappelant l'ambassadeur et le consul de Belgique

Bruxelles, 1^{er} décembre. — Dans les milieux ministériels, des nouvelles arrivées de Burgos disent la satisfaction éprouvée par la décision de la Belgique. On estime dans l'entourage du général Franco que les relations commerciales entre les deux pays, qui s'étaient ralenties depuis 1936, en seront ranimées.

De Paris, on reçoit l'impression que le gouvernement de la République voit sans déplaisir le geste de la Belgique et qu'on l'y considère comme devant faciliter la prise d'une décision analogue.

(Lire la suite page 3.)

Le Congrès national du parti social français s'est ouvert à Paris

Paris, 1^{er} décembre. — Le troisième Congrès national du Parti social français s'est ouvert, ce matin.

M. Léonard a fait adopter une motion demandant notamment aux anciens combattants d'abandonner momentanément celles de leurs revendications dont la satisfaction aurait pour effet d'aggraver le déficit budgétaire.

La motion demande également aux anciens combattants de persévérer, en collaboration avec les jeunes générations, dans leur œuvre de réconciliation qui assurera la paix à une France forte.

Jeudi après-midi, le congrès s'est occupé des questions syndicales et municipales. Une motion a été adoptée par laquelle le Congrès proteste contre l'utilisation des syndicats à des fins d'agitation politique et de subversion sociale et s'élève « contre la coupable maladresse de certains éléments patronaux qui, sous le masque d'un syndicalisme indépendant et autonome, suscitent la création dans leurs entreprises d'organismes syndicaux dont le résultat immédiat ne saurait être que de remuer des divisions et des rivalités parmi le personnel ».



(Ph. Trampus.)

LE COLONEL DE LA ROCQUE (debout, sur l'estrade) INTERVIENT DANS LA DISCUSSION DES RAPPORTS